

## Résumé de l'audition d'Androula Vassiliou, commissaire désignée à la santé

Environnement

**"La santé est une richesse et je suis déterminée à travailler dur pour assurer un haut niveau de standards pour nos citoyens, qu'ils soient en Roumanie, en Suède, au Royaume-Uni ou à Chypre", a indiqué Androula Vassiliou, commissaire chypriote désignée à la santé publique, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être animal, en ouverture de son audition de trois heures devant les députés.**

S'exprimant devant la commission de l'environnement du PE, ainsi que des membres des commissions de l'agriculture, du marché intérieur et de l'emploi, Mme Vassiliou a assuré aux députés qu'elle était "pleinement consciente du fait que le portefeuille de la santé touche tout le monde et affecte la vie de tous les jours". "Nous devons travailler ensemble pour atteindre les hauts niveaux de santé publique et de sécurité alimentaire que les citoyens attendent et exigent ", a-elle ajouté. Elle s'est dite aussi "engagée à assurer une mise en oeuvre solide de la législation européenne en matière de santé dans tous les Etats membres".

Evouant les dossiers importants entre les mains des co-législateurs, Mme Vassiliou a souligné qu'elle avait "l'intention de travailler avec le Parlement et le Conseil pour faire avance les choses sur des sujets tels que l'achèvement du paquet sur les agents améliorants alimentaires, les propositions relatives aux produits de protection des plantes, aux nouveaux aliments et à la simplification des règles sur la commercialisation des aliments pour animaux".

### Droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

Concernant les débats en cours sur les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, Mme Vassiliou a indiqué qu'elle travaillait déjà sur la proposition et était "déterminée à la soumettre en vue de son adoption par la Commission en juin". Elle a convenu avec John Bowis (PPE-DE, UK) que cette proposition devait être présentée rapidement pour éviter que la politique dans ce domaine soit décidée par la Cour de justice et les avocats au lieu des décideurs politiques. La commissaire désignée a ajouté qu'elle fera comprendre à ceux qui critiquent ce projet que "nous ne parlons pas de libre-circulation des services mais des droits des citoyens à obtenir des soins de santé à travers l'Europe". En réponse aux inquiétudes exprimées par Linda Mc AVAN (PSE, UK), elle a indiqué qu'elle n'a "pas l'intention de porter atteinte aux systèmes de santé existants" mais pour améliorer la coopération et l'échange des meilleures pratiques disponibles".

### Dons d'organes, cancer, santé mentale et groupes vulnérables

Suite à une question du député Adamos Adamou (GUE/NGL, CY) sur la directive relative aux normes de sécurité pour les dons d'organes, Mme Vassiliou a déclaré qu'elle avait l'intention d'introduire des normes en matière de don d'organes. Cependant, ces mesures ne doivent pas aboutir à un excès de bureaucratie et ne doivent pas intervenir si le système en place fonctionne, comme en Espagne, par exemple. En réponse à une question de Marios Matsakis (ADLE, CY) sur le dépistage du cancer, elle a ajouté que la Commission allait évaluer si les objectifs en la matière dans les Etats membres avaient été atteints et procéderait le cas échéant à une réévaluation de la directive européenne à ce sujet, notamment pour inclure d'autres types de cancers à dépister de façon précoce.

Françoise Grossetête (PPE-DE, FR) l'a interrogée sur ce qu'elle comptait faire pour la maladie d'Alzheimer, troisième cause de mortalité au monde. Elle a indiqué qu'elle accorderait une "importance majeure à la santé mentale", dans la mesure où "si nous n'agissons pas maintenant, nous devons faire face à de nombreux problèmes dans le futur". Répondant à Evangelia Tsambazi (PSE, EL) sur les garanties en matière de santé et de sécurité des groupes les plus vulnérables, comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, elle a souligné que si des preuves existent que ces sujets ont un impact sur la santé publique elle travaillerait avec ses collègues qui en sont chargés, notamment avec le commissaire Spidla dans le dernier cas évoqué.

### Tabac

A Jules Maaten (ADLE, NL) qui lui a demandé si la nouvelle législation sur le tabac pouvait être attendue d'ici la fin de l'année, elle a répondu que "comme son prédécesseur, elle souhaitait continuer les efforts pour lutter contre le tabagisme" et qu'il est "important de ne pas imposer des règles mais de faire

comprendre les risques". Elle fera des propositions appropriées dans le cadre du troisième rapport sur la directive relative aux les produits du tabac.

### **Pesticides**

Le sujet de la législation sur les pesticides a été abordée par Hiltrud Breyer (Verts/ALE, DE) et Dan Jorgensen (PSE, DK). Ce dernier a estimé que la législation pouvait mener plusieurs pays à autoriser des pesticides qu'ils avaient interdits pour des raisons environnementales. Les Etats membres peuvent disposer de règles plus strictes pour protéger leurs travailleurs ou sur le remplacement des substances qui sont susceptibles de l'être, a expliqué Mme Vassiliou.

### **Sécurité alimentaire**

Liam Aylward (UEN, IE) a interrogé la commissaire désignée sur les mesures qu'elle comptait prendre pour s'assurer que les importations de boeuf brésilien répondent bien aux critères de l'UE. "La sécurité alimentaire est une de nos priorités", depuis la décision de suspendre les importations fin janvier, "nous nous sommes assurés" que les 95 exploitations autorisées dorénavant à exporter du boeuf vers l'UE "respectent entièrement nos réglementations", a répondu Mme Vassiliou.

Luis Manuel Capoulas Santos (PSE-PT), a souhaité connaître les plans de la commissaire désignée en matière de renforcement des contrôles de sécurité alimentaire sur les produits importés de pays tiers alors que l'Union européenne est le premier importateur de denrées alimentaires. "Je connais les besoins, je suis consciente du contexte de pénuries et de hausse des prix. J'entends me pencher sur ces questions et prendre des décisions équilibrées", a-t-elle répondu.

### **Santé, alimentation et bien-être des animaux**

Kathy Sinnott (IND/DEM, IE) et Neil Parish (PPE-DE, UK) se sont inquiétés du bien-être des animaux pendant leur transport et ont interrogé la commissaire désignée sur ses intentions en matière de révision de la législation et de suivi des engagements de son prédécesseur dans ce domaine. "J'espère qu'une proposition à ce sujet sera prête avant la fin de l'année", a répondu Mme Vassiliou.

Lutz Goepel (PPE-DE, DE) a évoqué la situation difficile des éleveurs du fait de la hausse des prix des aliments pour animaux, alors que "l'UE continue de détruire des protéines animales et à importer beaucoup de fourrages". Mme Vassiliou a indiqué que la Commission envisageait de soumettre plus tard cette année une proposition sur la possibilité de réintroduire des protéines de porcs dans l'alimentation des volailles et de protéines de volailles dans l'alimentation des porcs. Mais, "il ne s'agit pas de revenir sur l'interdiction du cannibalisme entre espèces, ni sur l'interdiction des farines animales pour les ruminants", a-t-elle souligné.

01/04/2008

*Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire*  
Président de la réunion : Johannes Blokland (IND/DEM, NL)

#### **Contact:**

Constanze Beckerhoff  
Service de presse  
[envi-press@europarl.europa.eu](mailto:envi-press@europarl.europa.eu)  
(32-2) 28 44302 (BXL)  
(33-3) 881 73780 (STR)  
(32) 0498.983.550

Hélène Cuisinier  
Service de presse  
[agri-press@europarl.europa.eu](mailto:agri-press@europarl.europa.eu)  
(32-2) 28 32692 (BXL)  
(32) 498 98 32 82

Nikos Salliaris  
Service de presse  
[typos-EL@europarl.europa.eu](mailto:typos-EL@europarl.europa.eu)  
(32-2) 28 32017 (BXL)  
(33-3) 881 74076 (STR)  
(+32) 498 98 33 26